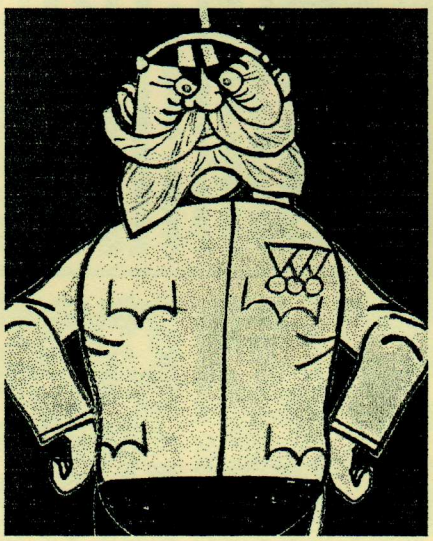
AUJOURD'HUI

Bimensuel libertaire

Full metal jacket

Pour protéger les ambassades et organisations internationales d'éventuelles actions kurdes, l'armée est à Genève. Mais attention, c'est une armée de surveillance qui ne doit pas intervenir. A part ça, cette armée est tout de même armée, et pas avec des mitraillettes en plastique. Mais bon, c'est promis-juré, ils ne se serviront pas de leurs flingues. L'idée est que dès qu'un piou-piou voit un machin qui tourne pas rond, il appelle ses copains flics et s'éclipse discrètement. Cette théorie foireuse est censée rassurer. Mais, en cas de manifestation à proximité des lieux gardés par les soldats, ceux-ci seront face aux manifestants, comme ce fut le cas le 9 novembre 1932 à Genève, où à l'occasion d'une manif antifasciste, l'armée a tiré sur le peuple, faisant 13 morts et une centaine de blessés.

Quoiqu'il en soit, avec ce déploiement de l'armée pour faire face aux Kurdes, ceux-ci sont, de fait, présentés comme dangereux et hostiles. Cette attitude suisse qui stigmatise toute une population est idéale pour attiser les tensions. De plus, cette mesure équivaut à une reconnaissance par la Suisse du bien-fondé de l'action turque au Kurdistan et vis à vis des Kurdes. Le gouvernement turc a, d'ailleurs, bien reçu le message helvétique et ces mesures de militarisation ont été saluées par une presse turque largement nationaliste. Avec cette opération, l'armée renoue avec des pratiques de maintien de l'ordre intérieur et prévient clairement que l'ennemi est aussi à l'intérieur. Aujourd'hui ce sont les Kurdes, à qui le tour demain ? Derrière les discours lénifiants du pouvoir sur le caractère exceptionnel et anodin de ces tâches confiées à l'armée, son intervention dans la société est en train de se normaliser. Ainsi, depuis quelques mois, l'armée est engagée dans l'encadrement des requérants d'asile. Si, au



début, on a entendu des protestations, on peut aujourd'hui lire dans *La Tribune de Genève* [1] qu'à cette occasion *« l'armée s'est* [...] *trouvée une mission sociale »* !

Toutefois, ces « vocations » inédites n'ont pas éteint les rêves de grandeur d'une armée qui parle d'acheter pour 1,4 milliard de francs de matériel (F/A-18, missiles). Programme qui se marie avec le discours officiel, repris avec enthousiasme par les médias, d'une « *armée suisse* [devant se distinguer] *dans le concert international de la paix* » [2].

Face à ces offensives militaires, on peut se poser la question de l'état de l'antimilitarisme en Suisse. En effet, l'arrivée de l'armée à Genève a rencontré l'indifférence de la population. La manifestation à laquelle le GSsA a appelé n'est pas du tout parvenue à mobiliser. Des années d'actions institutionnelles menées par des « professionnels » de l'antimilitarisme, n'ont-elles pas, en réduisant la contestation de l'armée à l'attente de la prochaine initiative perdue, participé à ce désintérêt ?

G. Amista

1. Édition du 2 mars 1999
2. *Le Temps*, 2 mars 1999

AUJOURD'HUI est un bimensuel du vendredi, réalisé par **DIRECT !**, groupe des AmiEs de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Le collectif de rédaction est constitué de non-professionnels, non-permanents et non-payés. **DIRECT !** est totalement autofinancé.
Editeur responsable:
Claude Cantini.
Tirage: 600 ex.
Adresse:
AUJOURD'HUI - DIRECT !
24, rue de Montbrillant
CH - 1201 Genève
CCP: 17-471708-7
e-mail:
aujourd_hui@innocent.com

Squats

Locaux commerciaux : Entretien avec des squatters

Vaud

L'État ratisse les fonds de poche... des pauvres

Urgent/Russie

Des ouvriers en grève ont besoin de solidarité

Abonnements

- 12 n° 15.-/ 12 n° soutien 25.-
- 24 n° 30.-/ 24 n° soutien 50.-
- 48 n° 60.-/ 48 n° soutien 100.-

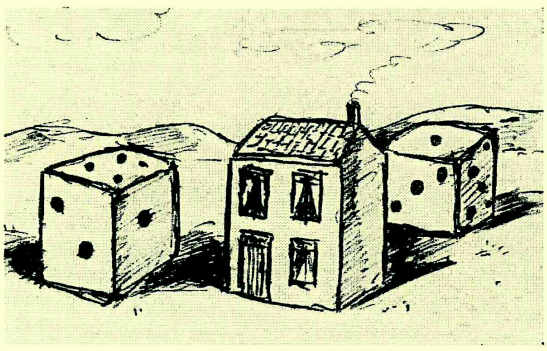
Squats - Entretien

Entretien avec des squatters

Depuis plusieurs semaines, des squatters occupent le 5 Guillaume Tell. Nous avons rencontré des individus impliqués dans le mouvement d'occupation des locaux commerciaux

Pouvez-vous nous présenter le mouvement d'occupation de locaux commerciaux actuel ?

Petit à petit, le problème s'est posé au mouvement squat en général, qu'il est de plus en plus difficile de trouver des maisons pour accueillir des groupes assez grands. Il y a eu plusieurs essais de ce type d'occupations qui n'ont pas duré : soit c'était évacué sur le champ, soit la brigade des squats passait et signalait que ça ne servait à rien de rester. A un certain moment, on s'est dit qu'il fallait vraiment s'attaquer aux locaux commerciaux, qu'on arrive à casser ce verrou. A partir de fin décembre-janvier, un groupe a décidé de s'y mettre, parce qu'ils avaient besoin d'une maison, et que c'était pour eux la seule solution. Ils sont partis avec pas mal de volonté, et voulaient mettre toutes les chances de leur côté. On s'est dit que c'était vital de mener cette lutte, et que ça n'allait pas être facile. En effet, si auparavant dans la politique de la ville, il y avait peut-être eu la volonté de faire d'un cas une exception, on s'est dit que ce qu'il fallait vraiment faire, c'était créer un précédent et non pas une exception. C'est pour cela que nous avons pensé que ce serait d'autant mieux si on arrivait à faire plusieurs occupations et pas seulement un cas particulier qu'on arriverait à défendre.



Est-ce que vous pouvez préciser votre démarche ?

Avant, dans le mouvement squat, pas mal de choses se faisaient sans grandes discussions. Des groupes affinitaires agissaient selon leurs envies, et il y avait un manque de débat : pourquoi on vit en squat, pourquoi on a envie de défendre des espaces de liberté, et jusqu'où on a envie de les défendre. Au fil des discussions, on en est venu à essayer de dégager des choses qui pouvaient paraître évidentes, mais qu'on ne disait jamais, sur la propriété privée, sur les logements, sur l'habitat collectif, sur le fait de ne pas passer sa vie à travailler pour payer un loyer, et aussi sur la nécessité de mener une lutte plus structurée. Donc, on a établi une sorte de stratégie : on était plusieurs groupes d'occupation, mais on a chercher à élargir le mouvement parce qu'occuper des locaux commerciaux c'est une lutte à long terme. La première occup' a été préparée par environ une cinquantaine de personnes dans le mouvement squat, et on a demandé un soutien à la société civile, c'est-à-dire tous les gens qui vivent dans une ville et qui se préoccupent de ce qui peut s'y passer, autant sur le terrain politique, que syndical ou associatif.

Quel est le sens de l'appel que vous avez adessé à la « société civile » ?

On a défendu l'idée qu'en tant qu'habitants, les gens avaient tous intérêt à reprendre les espaces perdus, que ces mètres carrés récupérés c'est pour tout le monde. Le message, c'est un peu "vous aussi vous pouvez occuper ces espaces qui sont vides". Les gens qui habitent à Guillaume Tell avaient envie d'espaces communs, aussi ouverts au public. Une crèche s'y est créée, où, parmi la quinzaine de parents intéressés qui commencent à s'y mettre, certains habitent dans des squats, et d'autres non. J'ai entendu, par exemple, des parents de squatters qui disaient : « moi j'aimerais bien avoir un atelier, ou avoir un lieu où on puisse s'occuper de jeunes, un lieu à gérer nous-mêmes à moindre coût ». Lors, du rendez-vous à l'Usine pour présenter le projet, des gens du milieu culturel ont parlé de leur besoin d'espaces, mais que c'était trop cher. Ceci dit, nous n'allons pas défendre ça. Nous défendons l'accès à ces locaux, et la non-criminalisation des squatters qui les occupent. Après, c'est aux gens de se bouger. Nous pouvons les soutenir si on pense que c'est des trucs qui valent la peine. De plus, dès le début on a posé comme limite que l'on n'a pas envie de créer des nouveaux lieux où on va se faire du fric. Le commerce alterno, ça ne nous intéresse pas.

Les interventions policières ont-elles limité votre action ?

Oui, déjà dans le simple fait qu'on avait prévu, après la première occup', un enchaînement d'autres occup's, qui ne se sont faites, à cause de la pression que nous mettent les flics, et pas simplement parce qu'on a aussi décidé de repousser ces occup's. Au début, le scénario qu'on avait prévu c'était : « Un groupe y va la première semaine, qui s'en prend plein la gueule, et après un autre groupe la deuxième semaine, qui s'en prend plein la gueule, et ainsi de suite, en créant une dynamique là autour ». Mais la réalité qu'on n'attendait pas, c'est que la première occup' a tenu. Alors, on s'est dit : "on a quelque chose, on essaye de le tenir, et après on passe au reste". C'était une toute autre stratégie, et c'est vrai que la réaction des autorités a vachement fait pencher la balance pour cette solution. Parce que si on enchaînait les occup's, il y avait de fortes chances pour qu'il y ait une réaction répressive des autorités. Le but du mouvement est quand même d'avoir accès à ces locaux commerciaux, et pas forcément de s'affronter avec les keufs, parce que là, on n'est pas forcément gagnant. Donc, c'est vrai que ça a été pris en compte, et ça peut être décevant, dans le sens où on s'attendait à cette dynamique créée par plusieurs occup's. Les autorités, en nous mettant 60 keufs armés jusqu'aux dents à chaque manif, avaient tout intérêt à essayer d'essouffler le mouvement de cette manière-là.

Aujourd'hui, où en êtes-vous ?

Il y a eu des manifs quatre jeudis de suite, qui ont été bien suivies, avec 200 ou 300 personnes, même si la dernière a moins mobilisé. De bouger des gens de manière régulière, c'est un bon résultat, surtout avec la présence policière, où ça peut déraper à n'importe quel moment. Ça prouve qu'il y a des gens déterminés à soutenir cette histoire. Maintenant, nous voulons passer à une période de consolidation, plus calme. Faire des actions tous les jeudis, ça demande une certaine énergie, ça épuise énormément et on arrive à court d'idées. Se retrouver et vivre collectivement le moment présent, c'est hyper important. A Guillaume Tell, c'est un peu ce qui se développe, avec des bouffes pop's trois fois par semaine, l'installation de lieux communs (bibliothèque, cuisine populaire, crèche). Mais la volonté de préparer et d'enchaîner d'autres occup's demeure, pour éviter l'exception et parce que c'est vital. On va les préparer plus sur la longueur, parce que pour occuper une prochaine fois, on a besoin d'encore plus de monde.

Les autorités tolèrent-elles l'occupation dans l'idée d'en faire l'exception ?

Je pense que les autorités pensaient nous avoir détruit avec ces histoires de police à deux balles, elles se sont dit "il faut qu'on mette des limites quelque part", en laissant planer la menace d'une évacuation à tout moment. Ils nous disent un peu que s'il y a d'autres occup's, ils évacuent Guillaume Tell. Tous les jeudis, pendant les manifs, ils font des descentes à Guillaume Tell, pour dire "vous voyez, on est capables, on irait".

A la suite de votre appel, il y a des forces politiques qui vous soutiennent...

Il faut dire qu'on a eu un discours plus ouvert, que d'habitude, où on présentait rarement aux autres gens nos actions, et donc ça faisait toujours un peu ghetto. Là, on a voulu aller discuter. Certains s'en sont servi pour mener leur campagne de développement d'une espèce de pseudo politique sociale. Et vu l'intérêt des médias et la participation aux manifs, le terrain est propice. Mais ils posent tout de suite leurs limites. On a reçu des soutiens, qui nous ont dit « là, on est d'accord avec vous, mais si vous allez plus loin, ciao ». Par exemple, le parti socialiste dit « on vous soutient, mais il est hors de question de demander la non-criminalisation des squatters ».

Suite de l'entretien en page 4

Vaud

Taillables à merci

Les autorités vaudoises ont trouvé une nouvelle méthode pour faire des économies. Depuis le 1er janvier 1999, elles ont réduit les prestations du revenu minimum de réinsertion (RMR)

Si l'on en croit Roger Piccand, chef du Service de l'emploi, « *le canton se rapproche de plus en plus d'un taux de chômage incompressible, qui devrait osciller aux alentours de 4 %* » [1]. Autrement dit, selon l'avis même de l'expert officiel, une personne active sur vingt-cinq est condamnée à ne jamais (re) trouver de travail. Et cela sans compter « *celles qui ne gardent pas de contact avec leur ORP* [Office régional de placement], *celles qu'un chômage de longue durée a conduites vers l'assurance invalidité, ainsi que les étrangers rentrés chez eux et les frontaliers qui apparaissent dans la statistique de leur pays* ». [2] Ceci n'est pas nouveau, la Suisse a toujours exporté son chômage. Mais depuis quelques années cette politique ne suffit plus, et toujours plus de gens restent sur le carreau : trop vieux, trop jeunes, trop peu qualifiés, trop qualifiés... De délocalisations en restructurations, industries et autres banques se débarrassent de leurs employés excédentaires, comme on jette les citrons après les avoir pressés.

Dans le canton de Vaud, ceux qui arrivent au bout de leurs indemnités de chômage ont accès, depuis juillet 1997 et sous certaines conditions, au RMR. Cette aide limitée à une durée de deux ans vient d'être amputée, sur l'autel des économies budgétaires, de plusieurs centaines de francs par personne. Jusqu'en décembre dernier, une personne seule touchait 2055 fr. Maintenant le montant est de 1805 fr. au maximum, mais il peut être très inférieur. D'abord parce que les « bénéficiaires » voient leur revenu réduit si leur loyer est inférieur à 650 fr. et surtout parce que désormais, on ne tient plus seulement compte des ressources du conjoint, mais aussi de celles du concubin ou de n'importe quel membre de la famille vivant sous le même toit. Un quinquagénaire nyonnais a vu, par exemple, son revenu réduit à 1'110 fr. parce que sa mère de 89 ans auprès de qui il vit, touche une rente AVS de 1'700 fr. ! [3].

Devant de tels « effets pervers » des mesures prises à l'encontre des RMistes, le Conseiller d'État libéral Charles-Louis Rochat aurait décidé de revenir en partie sur les baisses liées au revenu d'un concubin, parent ou enfant vivant sous le même toit. Les montants amputés de moitié (ou plus), comme celui décrit ci-dessus, seront donc revus à la hausse... de cas en cas. Mais toutes les autres économies sur le RMR, chiffrées dès le départ à 7,6 millions en faveur de l'État, demeurent. C'est une bonne vieille recette vaudoise : on frappe un grand coup d'abord, puis on revient un peu en arrière. Ainsi le bon peuple est « déçu en bien ». Décidément, dans ce pays, il est beaucoup plus facile de faire payer les pauvres que les riches.

Face à une telle injustice, on se demande ou sont passé les dizaines de milliers de manifestants de la fonction publique qui encore en octobre dernier défilaient à Lausanne contre les mesures d'économie. Il faut dire qu'il n'y a pas beaucoup de chance qu'ils sortent si leurs leaders ne les convoquent pas... et que ceux-ci ont mieux à faire... à la Table ronde.

M. Argery

1. 24 heures du 23.07.98
2. Ibid.
3. Voir 24 heures du 05.01.99.

Solidarité

Le 27 novembre 1998, deux militants de la FSA (Fédération des anarchistes sociaux) ont été attaqués à Prague, par cinq néo-nazis. L'un des deux agressés, Michal Patera, contraint d'utiliser une arme à feu pour sauver sa vie face à des assaillants décidés à l'éliminer, a touché l'un de ceux-ci.

Après une courte enquête de police et une consultation du *Département de police contre l'extrémisme politique*, Michal est accusé de « *tentative de meurtre motivé par des convictions politiques* ». Cette interprétation de l'incident a conduit immédiatement Michal en prison à titre préventif, alors qu'aucun des néo-nazis n'a été poursuivi. Il devra attendre au moins un an avant d'être jugé, et risque 25 ans d'emprisonnement dans une prison de haute sécurité. Ces attaques sont une réalité quotidienne pour les militants libertaires de la République Tchèques. Depuis 1989, les néo-nazis ont tué plus de 35 personnes et blessé des centaines d'autres. Ils attaquent les militants anarchistes et antifascistes les plus connus afin de les éliminer physiquement.

Ces groupes, entraînés, armés et fort en nombre bénéficient de l'indulgence des autorités. Il faut dire que, selon le ministère tchèque des affaires intérieures lui-même, plus de 30 % des membres des forces de police font partie ou sont sympathisants de mouvements fascistes et racistes.

Nos compagnons tchèques ont besoin d'argent pour assurer la défense de Michal Patera lors de son procès : « *Nous demandons à tous les libertaires à travers le monde de soutenir notre camarade. Nous sommes dans une situation désespérée et dans l'incapacité de résoudre ce problème sans une solidarité internationale efficace* ».

Pour soutenir Michal :
Ecrivez-nous à :
Aide Mutuelle - AUJOURD'HUI
case postale 664
CH - 1211 Genève 4
CCP : 17-471708-7

... Suite de l'entretien de la page 2

Les squatters sont-ils un enjeu politique à Genève ?

Avant l'histoire des locaux commerciaux, je ne crois pas que c'était tellement bénéfique au niveau des voix d'être derrière les squatters, vu notre image dans les journaux.

Constatez-vous des changements dans l'image que les médias donnent de vous ?

Les derniers temps, c'était totalement négatif. C'était des histoires d'accrochages avec les flics, de dégradations, de nuisances sonores, etc., une espèce de diabolisation. Sinon, en gros, il y a eu deux périodes : la période des gentils squatters qui faisaient à manger pour tout le monde, et puis la période des méchants squatters, qui ne cherchaient que l'affrontement avec les flics. C'est selon les intérêts de certaines gens, c'est politique. Ce coup-ci, on a été étonnés des articles dans la presse, où on n'a pas été trop dénigrés.

Quels sont vos rapports avec le reste de la population ?

C'est difficile à dire, parce que pour une majorité d'entre nous, on vit quand même assez en vase clos, c'est à dire qu'on sort peu de notre milieu. Je rencontre très peu de gens qui se lèvent à 8 heures le matin pour aller bosser, qui ont une famille, et qui habitent aux Avanchets. Les échos que je peux avoir de l'extérieur, de par mon boulot, sont assez positifs, mais ils viennent de gens prédisposés à être favorable. Il y a des échos par les soutiens. Après, c'est difficile de se faire une idée plus large que ça. Mais j'ai l'impression que beaucoup sont d'accord avec cette histoire de locaux commerciaux. Quand on a occupé Guillaume Tell, un mec de l'hôtel en face est venu nous dire que c'était génial, des voisins disaient que c'était excellent, et visiblement ils n'avaient pas d'a priori favorable. La population est contente qu'il y ait de nouveau quelque chose dans ces bâtiments. Par contre, je pense que dès que tu vas un peu plus loin, quand tu veux remettre en question la propriété privée, ces gens trouvent ça un peu excessif. C'est toujours un peu décevant à ce niveau-là.

Y a-t-il la volonté chez certains squatters d'aller plus loin en considérant la place du squat dans les rapports sociaux généraux ?

Accolé aux squats, il y a l'image logement-culture, et c'est vrai qu'on a un peu de la peine à dépasser ça. Mais c'est vrai qu'en ville, on ne va pas forcément avoir des terrains, commencer à cultiver, etc. Tout ce qui va dans la direction de l'artisanat, les gens vont plutôt aller dans des structures de travail alternatif. Ce qui est bien dans cette histoire d'occup', c'est que ça dépasse le logement : c'est se réapproprier nos vies, toutes nos vies. Pas simplement le fait de dormir, de bouffer, mais aussi le rapport qu'on a au travail, à la vie. C'est social, c'est une manière de réinventer les rapports sociaux.

Est-ce que ce discours est largement partagé dans votre milieu ?

Je pense que oui, au moins dans les gens qui mènent cette histoire de locaux commerciaux. Il y a l'idée de réfléchir à tout ça, autant dans les gens qui vivent à Guillaume Tell, que les squatters qui tournent autour, qui s'impliquent et qui viennent régulièrement. Après, c'est la difficulté de mettre ça en œuvre, parce qu'on a des réflexes sociaux très bien conditionnés qui font qu'on a de la peine à imaginer autre chose que ce qu'on vit. Pour moi, ce qui est vital, c'est de réinventer de nouvelles manières de travailler, de s'amuser, d'échanger et de vivre entre nous. C'est hyper dur, parce qu'on est tous conditionnés. Et les seules solutions alternatives qui sont proposées vont dans le même sens, avec des histoires de fric. Pour moi, il faut tout inventer. C'est des trucs à expérimenter au jour le jour, de faire des erreurs, d'apprendre des choses. Forcément, c'est dur, c'est long, c'est super long, et c'est pas en deux ans qu'on va refaire tous les rapports sociaux qui existent depuis je sais pas combien de temps, que ce soit par rapport au travail, ou à d'autres choses.

Faites-vous la critique du travail ?

On en a jamais discuté. En préparant ces occupations, on a commencé à voir qu'il y a pas mal de gens qui trouvaient que ça valait la peine de le faire. C'est un peu nouveau cette culture de discussion. Dans une certaine frange de squatters/squatteuses, il y a une critique du travail de fait. Certaines ont décidé de faire des boulots où ils sont pas assujettis à un patron, d'avoir leurs ateliers, de se démerder, de bosser quand ils veulent. D'autres vivent de récup' de meubles, etc., qui font un peu de bricolage, d'autres qui font des réappropriations. Le fait de ne pas vouloir payer de loyer, c'est par volonté de ne pas travailler cinq jours par semaine pour arriver à en payer un. Et ça, c'est une remise en cause dans les faits du salariat et du travail, de cet esclavage, de cette obligation qu'on a de travailler pour vivre. C'est montrer qu'on est capable de se débrouiller autrement, d'envisager les choses autrement. Pour ça, l'atelier récup. à Guillaume Tell, c'est hyper bien.

Entretien réalisé par G. A., G. J., D. M.

Urgent - Russie

Appel du CRAS-AIT de Moscou : « *Des ouvriers en grève ont besoin de solidarité* »

Les ouvriers de l'atelier de construction de machines de la petite ville de Yasnogorsk, dans la région de Tula, n'ont pas obtenu leur salaire depuis un an environ.

Ils ont commencé leur grève avec occupation de la fabrique en automne 1998. Les ouvriers protestent contre l'administration de la S.A. et empêchent que celle-ci fasse sortir et vende l'outil de production ou des marchandises fabriquées. Ils organisent ainsi le contrôle ouvrier.

Toutes les décisions sur les actions à mener ou sur la vente des marchandises sont prises lors d'assemblées générales qui ont lieu tous les deux jours. Le « conseil de la collectivité ouvrière » est constitué de simples ouvriers qui n'ont aucun privilège : c'est un comité de grève, indépendant de tout parti politique.

Il est significatif qu'aussi bien les « Eltsinistes » que les « communistes » soient opposés aux ouvriers. La région de Tula est gouvernée par l'« opposition », soit le parti communiste, mais le gouvernement régional est un puissant ennemi des ouvriers de Yasnogorsk et mène la même politique néo-libérale que le gouvernement de l'État russe.

A la mi-février, la faillite de l'entreprise a été déclarée et celle-ci est passée sous le contrôle de l'État. La nouvelle administration prétend écraser le contrôle ouvrier et obliger les ouvriers à travailler sans salaire. La répression a commencé : les réunions, les assemblées et la grève ont été déclarées illégales. Mais pour le moment, les ouvriers ne respectent pas ces décisions de l'administration et poursuivent leur mouvement, même si la faim provoque des évanouissements... Il est à craindre que ces prochaines semaines, la police s'installe dans la fabrique.

Les ouvriers en grève de Yasnogorsk ont besoin de la solidarité internationale. L'exemple de cette lutte auto-organisée est très important pour les ouvriers en Russie et mérite l'appui de l'anarcho-syndicalisme international. Nous demandons à tous d'envoyer en urgence des télégrammes en solidarité avec les ouvriers de l'atelier de construction de machines de Yasnogorsk et pour protester contre la répression...

V. D. Moscou

Les télégrammes doivent être envoyés à cette adresse :
Yasnogorki Mashinostroitelny Zavod, Profkom
Tulskaya oblast, gorod Yasnogorsk
301030 Fédération de Russie